

De Auguste à Léon Walras : Retour sur les origines du marché et de la concurrence walrassiennes*

Arnaud Diemer**
Jérôme Lallement***

« La société, considérée sous le point de vue de l'Economie politique, se présente comme un marché, et la vie humaine, sous le rapport économique, n'est autre chose, en grande partie, qu'une suite continuelle d'échanges qui se font entre tous les propriétaires de biens limités » (Auguste Walras, 1849, p. 43).

Marché et concurrence sont des concepts étroitement reliés dans la construction de Léon Walras. Si la valeur d'échange est un fait naturel, avec les conséquences essentielles que cela implique (l'économie sera une science pure), c'est parce qu'elle se produit sur un marché soumis à « *un régime hypothétique de libre concurrence absolue* » (Walras, 1874, p. 11). Pris indépendamment l'un de l'autre, chacun de ces concepts est relativement simple à identifier mais c'est leur conjonction étroite qui donne à l'analyse de Léon Walras toute sa profondeur.

Dans les années récentes, la question du marché et de la concurrence dans les œuvres de Léon Walras a été abordée de différentes manières. En examinant les *Eléments d'économie politique pure* de Léon Walras, Pierre Dockès et Jean-Pierre Potier (2003) ont insisté à la fois sur la méthode walrassienne, le statut de la concurrence et des marchés, et la place des institutions. La concurrence est ainsi associée à un comportement spécifique, aller à l'enchère et au rabais, entrer et sortir du marché. Donald Walker (1996) s'est attaché quant à lui à rendre compte de l'évolution des conceptions de Léon Walras tout au long de ses travaux. La structure et le fonctionnement du marché sont ainsi analysés dans le cadre d'une phase de maturité (Walker, 1994) ou dans différentes configurations, par exemple les enchères écrites et les enchères orales. De leur côté, Richard Arena et Ludovic Ragni (1994) ont cherché à dégager de l'ensemble de l'œuvre de Léon Walras, quelques traits saillants, donnant une représentation du marché. Une double conception de la concurrence (appréhendue, soit comme un processus résultant des antagonismes entre agents, soit comme un état, plus ou moins parfait) serait ainsi présente dans l'œuvre walrassienne, notamment si on se réfère à un triple découpage du marché (marché une fois pour toute, marché périodique, marché permanent). Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive, toutefois elle donne une illustration des différentes pistes suivies par l'historiographie récente.

Nous proposons, dans ce qui suit, une autre piste pour appréhender les concepts de marché et de concurrence, en interrogeant les sources qui ont inspiré Léon Walras. Le souci de légitimer son œuvre et de marquer ses différences et ses spécificités a toujours préoccupé Léon Walras. Dans son discours d'introduction au *Cours d'Economie Politique*, dispensé à l'Académie de Lausanne, le 20 octobre 1871, Walras précisait qu'il empruntait avec confiance « *aux physiocrates, à Turgot, leur énonciation si claire et si positive du principe de la libre*

* Ce travail fait partie d'une recherche sur « L'équilibre général comme savoir, de Walras à nos jours », financée par le CNRS dans le cadre du programme interdisciplinaire « Histoire des savoirs ».

** IUFM Clermont-ferrand, GRESE Paris I, CERAS Reims.

*** Université Paris V, et GRESE Paris I

concurrence en matière de travail et d'échange et de ses applications principales à l'industrie agricole et manufacturière, au commerce, au crédit ; à Adam Smith, sa merveilleuse analyse du phénomène de la division du travail et de ses conséquences ; à Ricardo, sa méthode, en lui laissant ses principes ; à J-B Say, sa conception des trois services producteurs, en la rectifiant par la théorie de la valeur d'échange et par la théorie du capital et du revenu qu'a données mon père... » (1871, p 37). Parmi tous ces auteurs, nous nous limiterons au seul père de Léon Walras, Auguste Walras.

L'analyse se présentera en trois points. Nous proposerons tout d'abord une synthèse de la pensée de Léon Walras en nous attachant plus particulièrement aux section II « Théorie de l'échange de deux marchandises entre elles » et III « Théorie de l'échange entre plusieurs marchandises entre elles » des *Eléments d'économie politique pure* (1874). Cette synthèse permettra de donner un sens à la formule walrassienne suivante, « *la valeur d'échange laissée à elle-même se produit naturellement sur le marché sous l'empire de la concurrence* » (1874, p. 70), et de légitimer par la suite deux éléments importants du marché walrassien, le caractère naturel de la valeur sur un marché de libre concurrence, et les comportements de demande à l'enchère et d'offre au rabais. On prendra garde cependant d'oublier que, pour Léon Walras, il appartient à l'Etat d'organiser la concurrence. Nous reviendrons ensuite sur les principaux apports d'Auguste Walras (1831, 1849) et notamment sur sa théorie de la valeur d'échange. L'origine de la valeur est rattachée à un fait primitif, scientifique et mesurable : la rareté. Cette dernière peut prendre trois formes : celle d'un rapport entre la somme des biens limités et la somme des besoins qui en réclament la jouissance, celle d'un rapport entre la quantité offerte et la quantité demandée, ou encore celle d'un marché sur lequel se rencontreraient des acheteurs et des vendeurs. Auguste Walras insistera particulièrement sur cette troisième expression de la rareté. Le marché s'appuierait à la fois sur une distinction entre trois types d'offres et de demandes (absolues, réelles, effectives), sur des attitudes qui visent la mise à l'enchère et la mise au rabais, et sur l'expression de la concurrence. Nous tenterons enfin de mettre en parallèle ces deux approches conjointes du marché et de la concurrence en nous appuyant d'abord sur la portée et la valeur de chaque programme scientifique (chacun étant associé à une épistémologie qui lui est propre), ensuite sur l'expression même du marché et de la concurrence, à savoir le comportement ou l'attitude « d'aller à l'enchère et au rabais » et enfin sur la valeur et la rareté.

I) Marché et concurrence chez Léon Walras

La théorie de l'échange de Léon Walras implique nécessairement les deux concepts connexes de marché et de concurrence¹. Ces deux concepts sont présents dès le début de la construction intellectuelle de l'économie pure. Mais ils n'ont pas le même statut. On sait que toute l'économie politique (pure, appliquée et sociale) découle de la définition de la richesse sociale comme rareté, ce qui implique une double série de conséquences, les unes *a priori* et les autres *a posteriori* (1874, 3^e et 4^e leçons). Les conséquences *a priori* sont purement logiques, elles expriment des déductions dérivées de la signification même des termes qui définissent la richesse sociale, alors que les conséquences *a posteriori* désignent des conséquences expérimentales, obtenues par expérience. Les conséquences *a priori* sont exprimées par Walras à l'aide de termes dispositionnels : les richesses sociales sont premièrement « appropriables », deuxièmement « valables et échangeables » et troisièmement « industriellement productibles ou multipliables » (1874, 3^e leçon). Autrement dit, le seul fait de faire partie de la richesse sociale implique nécessairement pour une chose d'être susceptible d'être achetée, multipliée et appropriée. A la différence des conséquences *a priori* qui restent potentielles, les conséquences *a posteriori* sont au contraire des conséquences réelles, observables, qui ne sont pas nécessaires

¹ C'est d'ailleurs le titre de la 5^e leçon des *Eléments* (« Du marché et de la concurrence »), par laquelle Walras débute son analyse de la Section II « Théorie de l'échange de deux marchandises entre elles ».

mais qui désignent une situation réelle. Cette situation observée est une des situations possibles, mais elle présente une différence radicale avec toutes les autres situations potentielles, c'est d'être effective : par exemple, si les choses rares sont théoriquement multipliables (conséquence nécessaire de la rareté), elle peuvent ne pas être effectivement multipliées ou l'être de plusieurs manières différentes et c'est l'expérience des situations réelles qui dira *a posteriori* si les richesses sont multipliées et comment elles le sont. Au regard de cette distinction entre les conséquences *a priori* (ou nécessaires) et les conséquences *a posteriori* (ou contingentes) de la définition de la richesse sociale, le marché et la concurrence n'ont pas le même statut et, même si ces deux concepts sont indissociables de la valeur d'échange, ils restent de nature très différente.

1) Le marché

Commençons par le marché. L'analyse *a priori* du marché montre la nécessité de son existence tandis que l'analyse *a posteriori* permet de mettre en lumière les caractéristiques essentielles des marchés et de définir un type idéal. « *Les choses rares étant une fois appropriées (...), il s'établit entre toutes ces choses un rapport consistant en ceci que, indépendamment de l'utilité directe qui lui est propre, chacune d'elle acquiert, comme une propriété spéciale, la faculté de s'échanger contre chacune des autres dans telle ou telle proportionnée déterminée.* » (1874, p. 48) Cet échange implique nécessairement le marché parce que Walras ne conçoit pas que l'on puisse organiser économiquement l'ensemble de la société sur le mode de la charité, ou de la fraternité², ni sur le mode de la contrainte³. « *Les choses valables et échangeables s'appellent aussi marchandises. Le marché est le lieu où s'échangent les marchandises.* » (1874, p. 70) Autrement dit, dès qu'il y a des richesses sociales, qui sont nécessairement des « choses valables ou échangeables », il y a des marchandises et des marchés. Pour Léon Walras, échange et marché sont synonymes. Sur les marchés, les individus échangent des « raretés » (des marchandises) selon un principe de réciprocité et un principe d'équivalence.

1° L'échange obéit à un principe de réciprocité qui exprime l'essence profonde du marché pour Walras : sur un marché, on n'obtient rien sans donner quelque chose en échange. Cette prise de position est capitale car elle introduit, dès le début de l'analyse de la valeur d'échange, la nécessité de raisonner en termes d'équilibre général. Dans le fameux exemple de l'échange d'avoine contre du blé (5^e leçon et suivantes des *Eléments*), Walras souligne le caractère réciproque de l'offre et de la demande. Si l'on demande de l'avoine, il faut nécessairement offrir quelque chose en échange pour une valeur égale. C'est la logique même du marché : « *Dire, par conséquent, qu'on demande une quantité D_a de (A) au prix de p_a , c'est dire ipso facto, qu'on offre une quantité O_b de (B) égale à $D_a p_a$* » (1874, p. 75) ou encore « *on n'offre pas pour offrir, on n'offre que parce qu'on ne peut pas demander sans offrir* » (1874, p. 76). Cela signifie que tout échange implique deux marchandises et que le raisonnement ne peut pas être conduit sur le marché d'un bien sans considérer au moins un autre marché⁴. L'échange n'est pas la confrontation quantitative d'un bien avec une monnaie qui serait un étalon invariable. Au contraire, Walras postule très clairement que l'échange est la mise en relation de deux choses dont les valeurs d'échange ne sont pas préexistantes à l'échange mais au contraire déterminées dans l'échange. Par avance, les analyses marshalliennes sont réfutées, mais c'est aussi Dupuit qui est visé⁵. Dire, comme le fait Walras, que dans le cas le plus simple de deux marchandises, le marché du blé est réciproque de celui de l'avoine, c'est disqualifier toute analyse d'équilibre partiel. L'équilibre partiel ne peut jamais apparaître comme une simplification de l'analyse, c'est tout simplement une erreur sur l'essence même de l'échange.

² « La société n'est pas un pique-nique » dit Walras dans ses *Etudes d'économie sociale* ; voir l'ouvrage de Pierre Dockès (1996) qui porte ce titre.

³ Le troc à la manière de Gossen n'est pas une forme d'échange compatible avec la propriété individuelle.

⁴ Voir aussi dans les *Eléments* les § 24, 41, 101 et 102 et *passim*.

⁵ Voir sur ce point Diemer (2001).

2° Le principe d'équivalence veut que les choses échangées soient de valeur égale. Rappelons que les choses rares s'échangent dans des proportions déterminées et que ces proportions sont précisément les prix dont la détermination est l'objectif de la théorie de l'équilibre général. On reviendra plus loin sur les prix.

Le marché est donc nécessaire *a priori* au raisonnement sur la valeur d'échange et le prix. Mais le marché pour Walras a aussi une existence qui peut être constatée *a posteriori*, par expérience : « *tous tant que nous sommes, nous faisons journellement, comme une série d'actes spéciaux, des échanges, c'est-à-dire des ventes et des achats* » (1874, p. 49). Et c'est sur la base de cette expérience que Walras va élaborer sa définition du type idéal du marché. Ce type idéal est défini par ce qu'il y a de commun entre tous les marchés concrets (« spéciaux »), c'est-à-dire une offre, une demande et un prix⁶. Walras retrouve ici une définition classique du marché, « *c'est le lieu où s'échangent les marchandises* » (1874, p. 70). Walras ne cherche pas à revenir sur cette définition. Pourquoi ? Elle est, semble-t-il, bien établie, maintes fois commentée par les économistes classiques (Smith, Ricardo, Jean-Baptiste Say...), même si ses contemporains semblent recourir à des définitions vétustes du marché telles que celles reproduites dans le *Dictionnaire d'économie politique* de Coquelin et Guillaumin (1873)⁷. Par contraste, on notera que Walras définit abstraitement le marché, comme un type idéal, en faisant abstraction de toutes les circonstances particulières qui peuvent accompagner les exemples concrets de marchés réels, alors que les définitions des dictionnaires d'économie politique s'attardent longuement sur les caractéristiques variées des marchés⁸ (foires annuelles, marchés locaux, à terme ou au comptant, etc.) et ne consacrent que peu de mots à l'offre et à la demande⁹ dont Walras fait l'essence du marché.

Quelques remarques complètent cette analyse du marché par Léon Walras. Le marché pour lui n'est pas seulement une question concrète et sa définition conceptuelle correspond à une certaine vision du monde : « *le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète* » (1874, p. 71). On a déjà insisté sur la pluralité et l'interdépendance nécessaire des marchés et sur l'impossibilité de penser un équilibre sur un seul marché, indépendamment des autres. L'essence même de l'échange implique l'interdépendance des marchés et, donc, l'équilibre général.

Les lois générales du marché, comme Walras les nomme, concernent tous les biens, quels qu'ils soient : « *les lois générales du marché doivent s'appliquer au marché des diamants, au marché des tableaux de Raphaël, au marché des ténors et des cantatrices. Elles doivent même s'appliquer à un marché qui, comme celui de M. de Quincey, se compose d'un seul vendeur, d'un seul acheteur et d'un seul objet marchand, avec une seule minute pour faire l'échange* » (1874, p. 73). La démarche est avant tout scientifique, Walras rappelant ici qu'il est nécessaire de respecter un principe épistémologique généralement admis : « *il faut aller du cas général au cas particulier, et non pas du cas particulier au cas général* » (*ibidem*)¹⁰.

⁶ On parlera ici indifféremment de prix ou de valeur d'échange sans rentrer dans les différences introduites par Walras entre les deux concepts.

⁷ Voir sur ce point Diemer (2003b).

⁸ Horace Say définit le marché en l'opposant aux foires : « *Dans un sens primitif, le mot marché indique un lieu où les denrées et les marchandises sont périodiquement exposées en vente. Tandis que les foires tiennent seulement une ou deux fois dans l'année, rarement plus, et sont fréquentées par des gens venus souvent de fort loin, et même des pays étrangers, les marchés, au contraire, ouvrent ordinairement à des jours rapprochés et fournissent ce que réclame la consommation locale* » (in Coquelin et Guillaumin, 1873, T2, p. 132).

⁹ En fait, le principe de l'offre et la demande est déconnecté du marché. Joseph Garnier souligne que la formule [offre et demande] « *désigne le concours et la lutte qui s'établit entre les vendeurs et les acheteurs d'un produit, ceux-ci offrant ce qu'ils veulent échanger, ceux-là offrant ce dont ils ont besoin. Le résultat de ce concours et de cette lutte est le prix du marché, le Prix courant, le Cours* » (in Coquelin et Guillaumin, 1873, T2, p. 291).

¹⁰ Précisons que la monnaie est assimilée ici à un fait particulier.

2) La concurrence

Si le marché est *a priori* nécessaire à l'échange, c'est l'expérience qui fournit les exemples de marchés concrets dont il est possible de tirer une définition du marché comme type idéal. Sur ce point, le statut de la concurrence est très différent. La concurrence n'apparaît pas comme une conséquence *a priori* de la définition de la valeur d'échange. Elle est nécessaire à la théorie de la valeur de Walras, mais elle ne correspond pas à la réalité. C'est cette antinomie qu'il faut expliciter.

La concurrence est nécessaire car c'est elle qui justifie le caractère naturel de l'échange et donc le statut de science pure de la théorie de l'échange. On sait que lorsque Walras se penche sur les conséquences *a posteriori* de la définition de la richesse sociale, il commence par en appeler à notre expérience quotidienne des marchés pour en tirer deux observations fondamentales : la valeur d'échange est premièrement un fait naturel, et deuxièmement un fait mathématique. Sans revenir sur le deuxième point¹¹, il convient ici de souligner comment Walras justifie la première observation. « *Le blé vaut 24F l'hectolitre. Remarquons d'abord que ce fait a le caractère d'un fait naturel. Cette valeur du blé en argent, ou ce prix du blé, ne résulte ni de la volonté du vendeur, ni de la volonté de l'acheteur, ni d'un accord entre les deux. Le vendeur voudrait bien vendre plus cher ; il ne le peut, parce que le blé ne vaut pas plus, et que, s'il ne voulait vendre à ce prix, l'acheteur trouverait à côté de lui un certain nombre de vendeurs prêts à le faire. L'acheteur ne demanderait pas mieux que d'acheter à meilleur marché ; cela lui est impossible, parce que le blé ne vaut pas moins, et que, s'il ne voulait acheter à ce prix, le vendeur trouverait à côté de lui un certain nombre d'acheteurs prêts à le faire* » (1874, p. 50).

La description de Léon Walras de ce marché renvoie évidemment, sans le dire, à un marché concurrentiel. Pourquoi ne peut-on pas acheter moins cher (ou vendre plus cher) sinon à cause de la concurrence qui impose un prix à tous les acheteurs et à tous les vendeurs ? La concurrence joue ici un rôle central puisque c'est elle qui permet à la valeur de manifester son caractère naturel. Si Walras oppose si clairement les faits naturels et les faits humanitaires en raison de leur origine, c'est pour séparer clairement les sciences pures et les sciences morales. Les sciences pures traitent de faits qui trouvent leur origine dans les forces aveugles et fatales de la nature. La condition, pour que la théorie de l'échange soit une science pure, est que les échanges soient traités comme des faits naturels et non comme des faits humanitaires. Il importe donc au plus haut point que la valeur d'échange soit le résultat d'un rapport entre des choses (le résultat du jeu naturel des forces aveugles et fatales de la concurrence) et non de la volonté des hommes. C'est la condition nécessaire de la scientificité de la théorie de l'échange : son objet doit échapper à la volonté des hommes. Walras sait bien que l'on peut manipuler les prix pour leur substituer des prix artificiels. Mais la science (pure) de l'échange doit avoir un objet indépendant de la volonté humaine. Seul le prix concurrentiel remplit cette condition : il s'impose aux individus, en dehors de leur volonté. « *La valeur d'échange laissée à elle même se produit naturellement sur le marché sous l'empire de la concurrence. Comme acheteurs, les échangeurs demandent à l'enchère et comme vendeurs, ils offrent au rabais, et leur concours amène ainsi une certaine valeur d'échange des marchandises, tantôt ascendante, tantôt descendante et tantôt stationnaire. Selon que cette concurrence fonctionne plus ou moins bien, la valeur d'échange se produit d'une manière plus ou moins rigoureuse.* » (1874, p. 70) On remarquera que la concurrence est définie par Walras comme un comportement, comme une caractéristique des réactions des individus sur le marché, et non comme une structure du marché.

Par ailleurs, Léon Walras doit admettre l'évidence : les marchés réels ne sont pas des marchés concurrentiels. Il oppose les marchés les mieux organisés sous le rapport de la

¹¹ Sur le caractère mathématique de la théorie de l'échange, voir Lallement (2000b et 2004).

concurrence (marchés à la criée) et ceux qui le sont moins (1874, §41). Pour éviter l'objection que pourrait constituer une observation empirique du caractère peu concurrentiel de certains marchés réels, Walras prend les devants et précise que pour « reconnaître les lois » qui président à l'établissement des valeurs d'échange, « nous supposerons toujours un marché parfaitement organisé sous le rapport de la concurrence, comme en mécanique pure on suppose d'abord des machines sans frottement » (1874, p. 71). Autrement dit, Walras, contre l'évidence des observations, imagine un monde fictif constitué d'un vaste marché composé de marchés spéciaux gouvernés par la libre concurrence et la préface de la deuxième édition des *Eléments* (1889) précise tout à fait explicitement que « l'économie politique pure est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence. » (1874, p. 11) Les conséquences de cette hypothèse non réaliste, la concurrence, sont de faire des *Eléments* une théorie pure, comme la mécanique pure, qui ne saurait prétendre à un quelconque réalisme descriptif. Pour éviter toute ambiguïté et toute erreur d'interprétation, Léon Walras, dans son article « Une branche nouvelle de la mathématique » (1876), rappelle la nécessité de distinguer clairement trois choses différentes à propos de la concurrence : le fait observable, le type idéal et la norme¹².

Deux remarques pour achever ces rappels sur la concurrence. La démonstration de la supériorité de la libre concurrence qui figure dans les *Eléments d'économie politique pure* ne prouve pas celle du *laissez faire, laissez passer*. Certes, Walras reconnaît avoir montré que « la liberté procure, dans certaines limites, le maximum d'utilité » (Walras, 1874, p. 335). Mais, contre les libéraux qui condamnent l'intervention de l'Etat, il affirme très clairement la nécessité de cette intervention pour organiser les marchés concurrentiels. « Dire libre concurrence n'est pas du tout (...) dire absence de toute intervention de l'Etat. Et, d'abord, cette intervention est nécessaire pour établir et maintenir la libre concurrence là où elle est possible » (Walras, 1898, p. 475). Pour Walras, la concurrence n'est pas une situation spontanée de l'économie. La « force » de la concurrence, qui imposera aux échangeurs des prix, devra cependant être encadrée par une autre force. Il appartient ainsi à l'Etat d'organiser la concurrence¹³. Comme les lois civiles devaient encadrer les lois naturelles afin de garantir le principe de propriété (Hume, 1740), l'Etat et la législation ont pour fonction de garantir la libre concurrence : « Instituer et maintenir la libre concurrence économique dans une société est une œuvre de législation, et de législation très compliquée, qui appartient à l'Etat » (Walras, 1898, in vol. X, p. 427). La deuxième remarque concerne la terminologie. Dans les premières leçons des *Eléments*, Walras n'utilise que les termes de « concurrence », « sous le rapport de la concurrence », et non de libre concurrence. Il faut attendre la 10^e leçon (celle qui fait la transition avec la section III) « De la rareté ou de la cause de la valeur d'échange », pour qu'apparaisse la notion de « libre concurrence ». « L'échange de deux marchandises entre elles sur un marché régi par la libre concurrence est une opération par laquelle tous les porteurs soit de l'une des deux marchandises, soit de l'autre, soit de toutes les deux, peuvent obtenir la plus grande satisfaction de leurs besoins compatible avec cette condition de donner de la marchandise qu'ils vendent et de recevoir de la marchandise qu'ils achètent dans une proportion commune et identique » (1874, p. 142)¹⁴.

¹² « C'est le moindre défaut des économistes de n'être point philosophes, de confondre la réalité et la vérité, la vérité pure et la vérité d'application. Mais, quant à nous, nous distinguerons soigneusement ces trois choses : 1° le fait de la libre concurrence telle qu'elle existe dans des conditions plus ou moins imparfaites, 2° l'idée ou la conception de la libre concurrence absolue telle qu'elle pourrait exister, en dehors des notions de l'utilité ou de l'équité, et enfin 3° le principe de la libre concurrence telle qu'elle devrait exister pour satisfaire à ces notions. » (Walras, 1876, p. 298) Cette distinction, essentielle pour comprendre l'argumentation de Léon Walras, structure l'article de Richard Arena et de Ludovic Ragni (1994) ; elle est longuement commentée par Pierre Dockès et Jean-Pierre Potier (2003).

¹³ Voir sur ce point Potier (1999).

¹⁴ Walras fera explicitement référence à la libre concurrence dans la deuxième édition (1889, p. 11).

Pour conclure, on soulignera la différence de statut entre concurrence et marché. Echange et marché sont synonymes ; on ne peut pas penser l'un sans l'autre et les marchés réels, aussi « spéciaux » soient-ils comme l'exemple de Thomas de Quincey, sont tous une forme particulière de concrétisation du type idéal. Tous les marchés sont caractérisés par les trois invariants structurels qui caractérisent le marché idéal : une offre, une demande et un prix. S'il n'y a pas d'échange sans marché, en revanche, on peut parfaitement concevoir théoriquement et observer concrètement des marchés sans concurrence. Pourtant la concurrence est nécessaire à la construction de la théorie de Léon Walras, car elle est la clef du caractère de science pure de la théorie de l'échange et des prix. Et c'est pour résoudre cette antinomie que Walras fait de l'équilibre général non pas la théorie d'une situation réelle mais le principe d'intelligibilité d'un « régime hypothétique de libre concurrence ».

II) Marché et concurrence chez Auguste Walras

Il n'est pas inutile de rappeler que c'est en se livrant à des recherches philosophiques sur la nature et l'origine de la propriété qu'Auguste Walras fut amené sur le terrain de l'économie politique (Léon Walras, 1908). L'économie politique permet d'éclairer le droit naturel. Ces deux sciences se seraient en effet formées et développées dans deux « sphères concentriques », dont l'une a pour objet l'utile, et l'autre le juste. Cette distinction étant faite, Auguste Walras cherchera à démontrer que la richesse et la propriété tirent leur origine commune d'un même fait, qui n'est autre que la limitation de certains biens ou la rareté¹⁵ de certains objets utiles (Antonelli, 1923). La rareté est à la fois : 1° un fait scientifique observable qui se traduit par un rapport quantitatif, celui des besoins et celui des biens ; 2° un rapport qui n'exprimerait rien d'autre que celui qui existe entre la quantité offerte et la quantité demandée ; 3° une expression qui introduit le marché et la concurrence.

1) La rareté, un fait scientifique mesurable et observable ?

Démontrer que la rareté est un fait scientifique, revient tout simplement à s'attaquer à trois piliers de l'économie politique : la richesse, la valeur et l'utilité. En associant l'économie politique à la science des richesses, Auguste Walras entend préciser que la richesse est à la fois, un fait général « *tout aussi nécessaire que la pesanteur, que la chaleur ou que la lumière* » (1863, p. 8) et une grandeur appréciable. En tant que science, elle doit être aussi précise et rigoureuse que la physique, la chimie, la mécanique ou la physiologie. Une étude de la nature de la richesse révèle cependant que cette dernière a une double acceptation. Dans un sens large et étendu, l'idée de la richesse se confond avec celle de l'utilité. La richesse consiste « *dans la possession de choses utiles, de choses propres à satisfaire nos besoins* » (1849, p. 12). Dans un sens plus étroit, la richesse se définit « *par la valeur échangeable* » (1849, p. 13). Cette richesse relative concerne des choses qui font l'objet « *d'un trafic, d'un commerce quelconque* » (1863, p. 10) et en ce sens, elle s'appelle avec raison, richesse sociale. Selon Auguste Walras, cette double signification du mot richesse aurait généré des difficultés que les économistes ont encore du mal à surmonter. Une échappatoire, simple et héritée de la tradition smithienne, consiste à considérer la valeur d'échange comme l'objet exclusif des recherches en matière d'économie politique. C'est au nom de la science qu'Auguste Walras se rallie à cette simplification : « *pour me conformer à l'usage, et pour faciliter la discussion, je conserverai le nom d'économie politique à la science de la richesse, et je m'en servirai toujours dans ce dernier sens ; car il est bien entendu que c'est de la science que je m'occupe, et c'est à elle que je consacre cet essai* » (1831, [1938, p. 71]).

¹⁵ La notion de rareté comme cause de la valeur était loin d'être inconnue des économistes avant Auguste Walras. Dubois (1897) note qu'on retrouve cette idée chez les théologiens du Moyen Age, dans de nombreux écrits du 18^{ème} siècle (Locke, Law, Turgot...) et chez les économistes italiens (l'abbé Antonio Genovesi, Galiani...).

Le phénomène de la valeur devient donc la donnée de base de la science, l'élément fondamental qu'il convient d'élucider pour mener à bien l'élaboration progressive d'une discipline nouvelle : l'économie politique (Boson, 1951). Auguste Walras renverra dos à dos la théorie de la valeur de tradition française (Condillac, Say, Rossi...) fondée sur l'utilité ; et la théorie de la valeur de tradition anglaise (Smith, Ricardo, Mc Culloch...) fondée sur la quantité de travail ou les frais de production. En s'appuyant sur les travaux de Smith et Ricardo, il rappelle que ces deux auteurs se sont beaucoup plus intéressés à la mesure de la valeur qu'à son origine (Pirou, 1938). Si Auguste Walras rejette dans un premier temps l'idée que la valeur des marchandises réside dans la quantité de travail nécessaire pour les produire (le travail ne peut être la cause de la valeur, puisqu'il y a des choses qui ont une valeur et qui cependant n'incorporent aucun travail), il finira par partir de ce postulat pour introduire une vraie question et justifier sa théorie : « *d'où vient la valeur du travail ?* ». Si le travail a de la valeur, c'est parce qu'il est rare¹⁶ ! Quant à la variante qui cherche la cause de la valeur dans les frais de production¹⁷, Auguste Walras fait remarquer que cette interprétation, plus large et plus complète, se situerait sur le même plan que la théorie de la valeur travail. Les critiques adressées à *l'Ecole de M. Say*¹⁸ (dans le texte) et à Condillac, se focalisent toutes sur la portée du concept d'utilité. En faisant explicitement référence au *Catéchisme d'économie politique* (3^e édition) et au *Traité d'économie politique* (5^e édition), Auguste Walras souligne que ce n'est pas l'utilité d'une chose, qui la rend désirable, et qui porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder. C'est uniquement la limitation ou la rareté de cette chose utile : « *Toute valeur vient de la rareté, et tout objet qui a de la valeur, la doit uniquement à sa limitation* » (1831, [1938, p. 98]). La solution au paradoxe de la valeur (l'air et la lumière du soleil sont utiles, mais ne valent rien ; les diamants sont beaucoup moins utiles, mais valent davantage) est ainsi clairement exposée (Diemer, 2003a). La valeur trouve son origine dans l'utilité et la rareté¹⁹, deux faits primitifs et scientifiques.

Le couple utilité-rareté constituant la véritable cause de la valeur d'échange, Auguste Walras cherchera à préciser la nature de ces deux faits. L'utilité est un rapport qualitatif ou de nature. Elle résulte de l'analogie qui existe entre les besoins et les qualités des choses propres à les satisfaire. La rareté, quant à elle, est un rapport de nombre ou de quantité. C'est « *le rapport qui*

¹⁶ Cette double critique sera reprise avec beaucoup de force par Böhm-Bawerk dans son *Histoire critique des théories de l'intérêt et du capital*. Rappelons que Léon Walras a eu l'occasion de communiquer à Böhm Bawerk – chef de l'Ecole autrichienne – l'ouvrage de 1831 écrit par Auguste Walras.

¹⁷ Walras rappelle, non sans une certaine ironie, que le sens du mot rareté a été très mal compris par Ricardo. Ce dernier divisait les marchandises en deux classes, celles qui sont rares, et celles qui ne le sont pas. David Ricardo appelait rares, les choses que l'industrie humaine ne pouvait multiplier. Il opposait ainsi la rareté à l'abondance, or comme le souligne Auguste Walras, « *cette opposition est inadmissible dans le langage de la science pour qui l'abondance et la rareté sont un seul et même phénomène, sous des noms divers, comme la grandeur et la petitesse, comme la vitesse et la lenteur, comme la pesanteur et la légèreté* » (1831, [1938, p. 199]).

¹⁸ Dans son ouvrage de 1831, Auguste Walras prend position très nettement contre J-B Say. Il le qualifie de « *grand économiste* », « *d'éminent économiste* » tout en répudiant ses théories. Antonelli (1923, p. 532) rappelle que J-B Say fut assez mécontent de la publication du livre d'Auguste Walras. L'exemplaire qu'il possédait, fut couvert d'annotations et de critiques afin de marquer son désaccord (pratique qu'il avait également adoptée vis à vis du livre de Condillac).

¹⁹ Auguste Walras s'appuiera notamment sur une longue citation de Burlamaqui (1820) pour conforter ce résultat : « *Les fondements du prix propre et intrinsèque sont, premièrement l'aptitude qu'on les choses à servir aux besoins, aux commodités ou aux plaisirs de la vie ; en un mot, leur utilité et leur rareté. Je dis premièrement leur utilité, par où j'entends, non seulement une utilité réelle, mais encore celle qui n'est qu'arbitraire ou de fantaisie, comme celle des pierres précieuses, et de là vient qu'on dit communément, qu'une chose qui n'est d'aucun usage est dite de prix nul. Mais l'utilité seule, quoique réelle qu'elle soit, ne suffit pas pour mettre un prix aux choses, il faut encore considérer leur rareté, c'est à dire la difficulté que l'on a de se procurer ces choses, et qui fait que chacun ne peut pas s'en procurer aisément autant qu'il en veut... La rareté seule, n'est pas non plus suffisante pour donner un prix aux choses, il faut qu'elles aient d'ailleurs quelque usage. Comme ce sont là les vrais fondements du prix des choses, ce sont aussi ces mêmes circonstances combinées différemment qui l'augmentent ou le diminuent* », Burlamaqui, *Quelques éléments de droit naturel*, 1820, 3^{ème} partie, chap II ; cité par Walras (1831, [1938, p. 219]).

existe entre la somme des biens limités et la somme des besoins qui en réclament la jouissance » (1831, p 267). Auguste Walras note toutefois qu'il est difficile de constater et de faire entrer dans une formule les deux termes du rapport. Le problème réside dans la grandeur appréciable du rapport, comment la connaître ? Prenant l'exemple du sucre et du café, Walras souligne la difficulté de connaître exactement la quantité de sucre ou de café qui existe dans tous les magasins de Paris, et tous les individus qui ont besoin de sucre ou de café. Il est possible d'estimer ces chiffres, et les courtiers de commerce en ont fait leur métier, toutefois la quantité exacte de ces marchandises en circulation reste hypothétique : « *Les courtiers de commerce font métier de savoir où sont les marchandises et où sont les consommateurs. Mais ils ne savent jamais cela qu'à peu près* » (Cours de l'Athénée, séance du 21 janvier 1837, 4^{ème} leçon, FA III A5). Pour Auguste Walras, la cause est donc entendue, l'élaboration d'une économie politique, plus scientifique, n'a de sens que si la théorie se trouve légitimée par l'observation. Si la science enseigne bien à résoudre une équation, « *les données sur lesquelles se fonde cette équation doivent être puisées dans l'observation* » (Séance du 27 janvier 1837, 4^{ème} leçon, FA III A5).

2) *La rareté, une autre expression du rapport de l'offre à la demande*

Auguste Walras sera amené à préciser la nature scientifique²⁰ et la portée de ce rapport. Le mot rareté n'exprimerait rien d'autre que le rapport entre la quantité offerte et la quantité demandée. Le principe de l'offre et la demande serait finalement la consécration formelle de la limitation des choses utiles, « *un synonyme exact de la rareté* » (1831, [1938, p. 237]). Auguste Walras insistera tout particulièrement sur la nature des offres et des demandes²¹. Il existerait en effet une différence essentielle entre la demande et l'offre absolues, d'une part, et la demande et l'offre réelles, d'autre part. Dans la demande absolue, on fait abstraction des moyens que les demandeurs peuvent avoir ou ne pas avoir de se procurer tel ou tel bien limité dont ils éprouvent le besoin. Dans l'offre absolue, on fait abstraction du besoin que l'on peut avoir ou ne pas avoir de consommer l'objet que l'on possède. Dans la demande réelle, on tient compte des moyens que l'on dispose pour se procurer l'objet du désir. Dans l'offre réelle, on suppose qu'il est possible de se passer de l'objet que l'on offre en échange. De cette distinction, qui se présente toujours sous la forme d'un rapport (somme des besoins et sommes des biens limités), Walras tire deux enseignements :

(i) Le principe de l'offre et de la demande ne doit pas être réduit aux expressions d'offre et de demande réelles, qui ne désignent pas autre chose que l'offre et la demande de marchandises réellement exprimées par la voie du commerce à un certain moment, à un certain prix et à un certain endroit, par quelques commerçants d'un pays. L'offre et la demande peuvent également prendre la forme d'offre et de demande absolue, seule expression de la rareté : « *Lorsque je considère la demande et l'offre comme un synonyme exact de la rareté... J'entends par le mot demande, cette demande générale et absolue, qui est l'expression de tous les besoins réunis, qui se fait en tout temps et en tout lieu, tacitement si l'on veut, mais d'une manière non moins sensible, de toutes les choses rares qui peuvent contribuer au bien être de l'homme... J'entends de même par le mot offre, cette offre générale et absolue, qui n'est autre chose, dans tous les temps et pour tous les pays, que l'expression de la quantité des biens rares ou limités qui se trouvent à la disposition des hommes* » (1831, [1938, p. 237]).

²⁰ Dans un document intitulé «De la nature de la Loi» et publié en 1833 dans le *Recueil de la société libre d'agriculture de l'Eure*, Auguste Walras souligne que l'idée de limitation ou de rareté, qui sera la base de sa théorie de la valeur, joue un rôle de toute première importance dans le monde et dans son interprétation scientifique : «*Tout est lié, tout se tient, tout est rapport, nous disent les philosophes, par conséquent tout est loi dans l'Univers. Si tout est loi, tout est limite...La science considérée dans son ensemble n'est autre chose qu'un tableau de toutes les limites* » (cité par Modeste, 1923, pp. 28-29).

²¹ Notons ici qu'Auguste Walras n'a pas encore introduit le marché, il se contente juste, par une démarche scientifique, de préciser la nature du rapport qui existe entre la quantité offerte et la quantité demandée.

(ii) Si l'offre réelle peut être inférieure, égale ou supérieure à la demande réelle ; l'offre absolue est toujours inférieure à la demande absolue. Les biens limités ne peuvent pas satisfaire tous les besoins auxquels ils sont corrélés. Les utilités rares ne sauraient répondre à tous les désirs qui les sollicitent, et c'est ce qui constitue la rareté ! : « *la demande et l'offre réelles peuvent se balancer ou se faire équilibre, tandis que l'offre absolue est toujours inférieure à la demande absolue* » (OEC, vol III, *Cours et pièces diverses*, p. 350)²².

Auguste Walras n'hésitera pas à rappeler que c'est pour avoir confondu la demande absolue avec la demande réelle, que David Ricardo et Germain Garnier auraient été conduits à nier l'influence de la quantité offerte et de la quantité demandée sur la valeur. Les nombreux passages empruntés à Garnier, reviennent notamment sur la distinction entre prix courant et prix naturel : « *la rareté absolue..., le rapport de la demande absolue à l'offre absolue... donnent la valeur absolue ou la valeur proprement dite. La rareté relative ..., le rapport de la demande réelle à l'offre réelle...donnent la valeur relative ou le prix vénal* » (Evreux, séance du 10 mai 1835, FA III A5). Si la valeur dérive uniquement de la rareté (ou de la demande absolue comparée à l'offre absolue), comme l'échange constate cette valeur mais ne la fait pas, si la valeur est variable (et Walras le pense), l'échange constatera ces variations ! Ainsi les variations de la valeur se traduiraient et se réaliseraient dans le prix courant. La rareté et l'abondance, l'offre et de la demande, ne sont donc point des circonstances accidentelles en économie politique. Elles constituent au contraire des faits constants, perpétuels, généraux et universels : « *La rareté, telle que je l'ai considérée à présent, est le principe générateur de l'économie politique... C'est parce que la rareté influe sur la valeur, qu'elle influe sur le prix* » (1831, [1938, pp. 252-253]).

3) De la rareté au marché et à la concurrence

Afin de conforter sa théorie du fait général, Auguste Walras précisera que la rareté se manifeste et se détermine dans un lieu particulier. Ce lieu s'appelle le marché : « [Le marché est] *le lieu où se rencontrent des vendeurs et des acheteurs, autrement dit des échangistes, c'est-à-dire, le lieu où il se trouve, d'un côté, des hommes ayant des besoins, et d'un autre, des utilités rares propres à satisfaire ces besoins* » (1831, [1938, p. 287]). Walras ajoutera que derrière l'idée de marché, il faut admettre l'idée d'un nombre d'acheteurs et l'idée d'un nombre de vendeurs (*Cours d'Evreux*, séance du 12 avril 1835, FA III A5). La valeur d'échange dépendrait ainsi du rapport qui existerait entre la quantité offerte et la quantité demandée, et serait soumise à la « *loi du marché* » (*Cours de Pau*, 1863-1864, FA III A5). Cette définition du marché mérite que l'on s'y attarde, et ceci pour plusieurs raisons.

- Le marché est conçu comme un lieu « physique » où se rencontrent des vendeurs et des acheteurs. C'est le résultat de deux nombres, le nombre des hommes (qui éprouvent des besoins) et le nombre des marchandises (susceptibles d'être produites et offertes). Cette définition, que l'on pourrait qualifier de « triviale », doit être replacée dans le contexte historique du 19^{ème} siècle. Dès 1803, et la parution du *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say, un certain nombre d'économistes s'est représenté le marché comme le lieu où se présentaient les acheteurs : « *Marché [dit M. Say] : lieu où l'on trouve à échanger, ou si l'on veut, à vendre ses produits. En économie politique, ce n'est pas seulement le lieu où l'on se rassemble matériellement pour vendre et acheter ; c'est le lieu quelconque où il se présente des acheteurs. Ainsi l'Angleterre est un marché pour le blé de Chine, et l'Asie est un marché pour les métaux précieux du Nouveau Monde. Ce mot dans beaucoup de cas, peut être remplacé par celui de débouchés* » (Say, 1826, t

²² « *Lorsqu'on ne parle que de la demande et de l'offre réelles, on peut admettre trois hypothèses, qui sont celles où l'offre est égale, supérieure ou inférieure à la demande. Mais lorsque l'on parle de l'offre et la demande absolues, il est impossible de considérer les choses sous le même aspect. L'offre absolue est toujours inférieure à la demande absolue ; elle ne peut jamais lui être égale et encore moins supérieure* » (1831, [1938, p. 238]).

III, p. 302 ; cité par Walras (1831, [1938, p. 292]). Cette tradition s'est perpétuée jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle avec la publication de l'article « marché » dans le *Dictionnaire d'économie politique*²³ de Coquelin et Guillaumin (4^{ème} édition, 1873) et le *Nouveau dictionnaire d'économie politique* de Chailley et Horace Say (1900). Auguste Walras dénonce cette approche et les résultats qu'elle engendre. Si le marché n'est pas autre chose que la somme des demandes (celles des acheteurs), il est évident que la valeur d'un objet augmentera avec l'extension du marché. La distinction entre marché local, marché national et marché étranger, précise les données du problème. Plus le cercle du marché s'agrandit, plus il faut satisfaire un grand nombre de besoins. Comme la somme des biens ne varie pas en proportion, la rareté augmentera progressivement, et la valeur s'élèvera proportionnellement « *car la valeur est fille de la rareté* » (1831, [1938, p. 294]). Si le marché était correctement défini à partir de la somme des besoins et de la somme des biens limités (du nombre des acheteurs et des vendeurs), on ne se contenterait plus d'envisager une variation de la population ou de la demande, il faudrait également tenir compte de la variation du nombre de biens utiles. Dès lors, le marché pourrait s'étendre sans provoquer d'augmentations de prix. C'est l'industrie humaine, qui par la transformation des marchandises et l'effet de multiplication, compensera l'augmentation de la population. Dans ces conditions, la valeur peut ne point varier, voire diminuer malgré l'étendue toujours croissante du marché.

- Le marché comporte à la fois, une dimension scientifique (voire théorique) et une dimension réelle. Dans le premier cas, Auguste Walras s'intéresse aux offres et aux demandes absolues, au rapport quantifiable et mathématisable. Le marché, dépouillé de tous ses accessoires (l'échange implique la propriété, le monopole traduit une vente exclusive), devient une autre expression de la rareté : « *Faites abstraction de la propriété et des conséquences, ôtez l'échange et le monopole, ne regardez plus que des chiffres et des quantités : voyez, d'une part, un nombre d'hommes donné et par conséquent des besoins, et, d'autre part, un nombre donné de choses utiles et limitées, l'idée de marché ainsi tronquée ou dépouillée, ne vous présentera pas autre chose qu'une idée entièrement adéquate à la rareté, se réalisant dans un certain temps et dans un certain lieu, pour un certain pays et pour une certaine époque* » (1831, [1938, p. 289]). Par ce message, Auguste Walras entend rappeler qu'il ne faut s'attacher qu'aux faits primitifs, essentiels et généraux pour formaliser une théorie ! « *Le rapport de l'offre à la demande et l'état du marché, c'est-à-dire le rapport du nombre des vendeurs et du nombre des acheteurs, ou, en d'autres termes, la somme des provisions comparée à la somme des besoins, consacrent, sous d'autres noms, le principe de la rareté, et ne sont, en définitive, que des expressions un peu plus concrètes d'un même fait* » (Cours de Pau, 1863, FA III A5). Dans le second cas, le marché apparaît sous les traits de demandes et d'offres réelles, de demandes et d'offres effectives. Empruntant quelques propositions avancées par J-B Say, Auguste Walras précise que les demandeurs effectifs forment une classe incessamment variable qui se recrute parmi les demandeurs réels. Cette variation serait étroitement liée à la quantité de biens mise sur le marché et aux moyens des demandeurs. Le fonctionnement du marché se présenterait de la manière suivante : « *toute denrée apportée sur le marché est mise à l'enchère par ceux qui l'offrent ; ceux qui la demandent la mettent au rabais. La concurrence des demandes fait monter le prix, la concurrence des offres le fait baisser* » (OEC, vol III, Cours et pièces diverses, p. 352). Ce résultat, qui préfigure déjà la section II « Théorie de l'échange de deux marchandises entre elles » des *Eléments d'économie politique pure* de Léon Walras, nous permet d'effectuer plusieurs commentaires :

²³ « *L'étendue du marché dépend toujours de diverses circonstances ; d'abord, pour chaque produit, des qualités qui le rendent propre à la satisfaction à certains besoins des consommateurs, et du nombre de ceux qui en réclament l'usage ; ensuite des frais qu'il faut faire pour l'amener à sa perfection ; car, si le prix de revient dépassait le sacrifice que le consommateur est disposé à faire pour l'acquérir, le débouché se trouverait pour cela même restreint* » (1873, p. 120).

(i) Le marché est composé d'acheteurs et de vendeurs, qui ont des comportements, des attitudes particulières (mettre à l'enchère, mettre au rabais). La concurrence traduit ces comportements spécifiques. Elle n'est pas un principe qui relève du fait scientifique. Elle doit être entendue dans le sens d'une compétition de plusieurs individus qui aspirent au même avantage et qui s'efforcent à l'envi de l'obtenir, toutefois, le but poursuivi et les moyens d'y parvenir diffèrent. Les vendeurs, qui doivent se dessaisir physiquement de leurs marchandises, attendent la meilleure opportunité pour vendre leurs marchandises. Auguste Walras dissocie ainsi deux types d'offres : l'offre effective et l'offre expectative (sorte d'anticipation avant l'heure) : « *Une denrée, qui peut valoir absolument parlant 6 francs, peut être offerte réellement par tous ceux qui prétendent en retirer 10, 9, 8, 7 francs. Or, si les moyens des consommateurs ne leur permettent pas de consacrer plus de 8 francs à cette emplette, il n'y aura que les marchands disposés à la céder pour ce prix qui pourront être considérés comme faisant des offres effectives. Ceux qui voudront absolument en retirer 9 ou 10 francs devront être considérés comme des vendeurs en expectative qui attendent pour se défaire de leurs marchandises un moment plus favorable* » (*ibid.*).

(ii) Auguste Walras se contente d'évoquer la concurrence, sans jamais la caractériser ou la définir. Contrairement à son fils, Léon, la concurrence apparaît en termes génériques. Pourtant, c'est bien à la « libre concurrence » que fait allusion Auguste, et ceci est clairement évoqué dans une lettre adressée à son fils, et datée du 1^{er} avril 1860 : « *Mon cher Léon, ... Notre doctrine est la seule large, élevée, complète. Nous résumons les deux grandes, les deux seules écoles qui se soient produites jusqu'à ce jour : les physiocrates et Adam Smith... Je vois que tu es circonvenu par les Saint-Simoniens. J'espère que tu ne te laisseras pas prendre à leurs belles paroles. C'est une des sectes que je connais le mieux, puisque j'en ai longtemps étudié les doctrines, et sur laquelle je puis te donner quelques renseignements... En tout cas, je crois pouvoir te rappeler les points qui m'ont toujours empêché d'abonder dans le sens de l'école saint-simonienne... 6° Les Saint-Simoniens ont proclamé la maxime : à chacun suivant sa capacité ; à chaque capacité suivant ses œuvres ; mais cette maxime est toujours restée assez vague et assez peu précise. Qui jugera de la capacité ? Qui jugera de la valeur des œuvres ? Il n'y a ni père suprême, ni collègue du premier degré qui puisse suffire à cette tâche. Il vaut mieux s'en rapporter à l'opinion publique et à la libre concurrence* » (OEC, vol IV, Correspondances, à paraître).

(iii) l'association marché-concurrence permet enfin d'établir une nouvelle opposition entre les deux traditions évoquées précédemment. La tradition française qui irait de J-B Say à Léon Walras (en passant par Auguste), relie la valeur d'échange au marché. Le marché comme la concurrence sont définis à partir des comportements des acheteurs et des vendeurs. La tradition anglaise (Smith, Ricardo, Mc Culloch...) relie la valeur d'échange à la quantité de travail. Le marché est alors un épiphénomène²⁴ (Smith parle de gravitation des prix de marché, d'opposition entre prix naturel et prix de marché). La concurrence s'établit entre les capitalistes (logique de profit).

Pour conclure, on soulignera qu'Auguste Walras a présenté une critique très vigoureuse et très fine des deux grandes théories de la valeur en présence lorsqu'il a essayé d'appréhender les questions de propriété et richesse. Sa théorie ramène à un seul élément, une seule cause (la rareté) tout ce qui commande la valeur et ses variations (l'utilité étant seulement une condition). Si Auguste Walras introduit certaines notions que l'on retrouvera dans les *Eléments d'économie politique pure de Léon* (à savoir les relations d'interdépendance, les situations d'équilibre, les mises à l'enchère et au rabais, les offres et les demandes absolues, réelles ou effectives, les mathématiques...), il s'agit avant tout d'intuitions, de pistes de travail ou de réflexions partielles

²⁴ Si la valeur d'échange est un fait social, le marché, tel qu'il est défini par Auguste Walras, n'est pas un lieu de socialisation (au sens smithien), mais un lieu où les individus sont présents en nombre (idée du rapport).

qui ne sont jamais articulées dans un corpus de connaissances systématique et cohérent. Le mérite de Léon Walras sera d'articuler les différents concepts et de démontrer certaines propositions paternelles dans un programme scientifique, rigoureux et déterministe.

III) Quelques éléments de comparaison

De nombreux éléments de la pensée de Léon Walras se trouvent donc déjà exprimés sous la plume de son père. On voudrait ici préciser quelques points concernant d'abord l'épistémologie des auteurs, puis la question de la concurrence à travers la mise à l'enchère et au rabais, et enfin la question de la cause de la valeur. Léon Walras a beaucoup emprunté à son père, explicitement mais implicitement aussi. Pourtant, il semble que la clef de passage de la pensée du père à celle du fils soit plus qu'un simple emprunt : l'originalité de Léon Walras paraît double. D'une part, il a assujéti celles des formulations paternelles qu'il retient à un cadre épistémologique strict, la distinction entre l'économie pure, l'économie appliquée et l'économie sociale. D'autre part, il construit une théorie complète qui détermine la valeur dans un cadre analytique rigoureux et qui montre que la valeur est une expression scientifique de la rareté, démontrant ainsi ce qui n'était chez son père qu'une intuition assez confuse.

1) Questions d'épistémologie

Si Auguste et Léon Walras se sont attachés tous deux, à formuler un véritable programme scientifique pour l'économie politique, la valeur et la portée de ce programme ne reflètent pas la même épistémologie.

- Le programme scientifique d'Auguste Walras, clairement exposé dans *Ses notes et exposés de philosophie générale*²⁵, s'appuie sur les trois éléments suivants : (i) une structure philosophique inspirée par trois idées capitales « *le vrai, le bien et le beau* » ; (ii) l'élaboration d'une science fondée sur le fait général ; (iii) l'évocation des questions de méthode, cette dernière consistant à partir de la cause pour aller à l'effet (une démarche profondément inspirée par les travaux de Hume).

(i) Le vrai²⁶, le bien²⁷ et le beau²⁸ ne sont pas trois notions distinctes, mais trois aspects sous lesquels se présente la nature. Aux yeux d'Auguste Walras, ces trois idées sont des faits réels, c'est-à-dire, « *des impressions produites sur l'intelligence humaine et qui s'imposent à elle* » (OEC, vol IV, p. 885). Il serait alors possible de se livrer à une triple recherche : celle de la science qui a pour objet le vrai, celle du devoir qui a pour objet le bien, et celle des beaux-arts qui ont pour objet le beau.

(ii) La science est la théorie d'un fait général, permanent et universel : « *je comprends par la théorie de ce fait, une étude, attentive et complète autant que possible, de sa nature ;*

²⁵ Fonds Walras, Lyon, FA III, *Notes et exposés de philosophie générale*, (publication prochaine dans OEC, Auguste et Léon Walras, vol IV, *Cours et pièces*, préparé par Pierre-Henri Goutte).

²⁶ Le vrai se définit comme « *ce qui est, ce qui existe réellement et sans contestation, ce qui ne peut être révoqué en doute, ce qui entraîne notre conviction pleine et entière, ce qui motive notre parfait assentiment* » (1^{ère} leçon). Le bien, est à la fois physique et/ou moral, « *c'est l'accomplissement d'une destinée, d'une fin répondant à un moyen donné* » (2^{ème} leçon).

²⁷ Le bien correspond à « *l'accomplissement d'une destinée, d'une fin répondant à un moyen donné* » (2^{ème} leçon). Le bien insiste sur une faculté importante de l'homme, la liberté. Cette dernière correspond « *au pouvoir de faire et de ne pas faire, ou pour mieux dire, le pouvoir de vouloir et de ne pas vouloir* » (ibid), elle introduit l'homme dans un nouveau monde, le monde moral.

²⁸ Le beau se définit comme l'harmonie entre le moyen et la fin : « *partout où je rencontre une nature qui marche à sa destination, par une voie facile, correcte, assurée du succès, partout enfin où un moyen se développe avec grandeur, avec noblesse et même sans hésitation à la fin qu'il doit atteindre, je reconnais le caractère de la beauté* » (3^{ème} leçon).

de sa cause, de ses différentes espèces, des lois suivant lesquelles il se produit et enfin des conséquences qu'il entraîne ou des effets qu'il produit lorsqu'on le considère à son tour comme une cause efficiente » (OEC, vol IV, p. 890). Cette manière de concevoir la science aurait selon Auguste Walras deux avantages : 1° elle permet une délimitation exacte et une description fidèle du domaine scientifique ; 2° elle soulève deux questions importantes et interdépendantes : la classification des sciences et la méthode scientifique.

(iii) La science ne peut se concevoir sans méthode scientifique²⁹. Etablir une théorie du fait général, universel et permanent, c'est-à-dire du fait qui se retrouve dans tous les temps et dans tous les lieux, revient à formuler cinq questions : 1° quelle est la nature du fait ? (il s'agit de le définir de manière claire et précise ; 2° quelle en est sa cause et d'où vient-il ? (il convient de faire des hypothèses plausibles et vraisemblables ; 3° en combien d'espèces se divise-t-il ? (ce qui revient à établir des divisions pertinentes) ; 4° quelles lois suit-il ? (cette étude passe par de nombreuses observations et par des expériences variées) ; 5° quels sont les effets qu'il entraîne ?

Nous le voyons, plus qu'une simple exposition des faits, c'est à un véritable programme scientifique (méthode à l'appui) auquel nous invite Auguste Walras. L'économie politique sera son terrain de prédilection, et la valeur d'échange, son objet. Le marché et la concurrence, étroitement liés, n'interviennent qu'en dernière instance. La théorie du fait général est une théorie de la valeur d'échange. Si la rareté, « pierre de touche » de la théorie de la valeur, a une expression mercantile (le marché), c'est avant tout pour conforter 1° une méthode scientifique (étude des faits) ; 2° un principe (celui de la cause et de l'effet) ; 3° le passage de l'objet théorique à l'objet réel (la science repose en effet sur des observations).

1° Le marché, lieu de l'échange, se rattache à la 2^{de} catégorie des faits généraux évoqués par Auguste Walras. Il s'agit de faits moraux, libres et volontaires, qui se rattachent plus précisément « *aux relations qui s'établissent entre les personnes à propos des choses* » (*Notes et exposés de philosophie générale*, 5^{ème} leçon, FA III), en d'autres termes à la notion de propriété (et de modification de la propriété, à l'image du contrat de vente).

2° Le principe de la cause et de l'effet est un principe unidirectionnel ; la rareté traduit l'idée de cause alors que le marché rend compte de l'effet.

3° L'objet scientifique renvoie à la rareté en tant que rapport quantitatif et mathématisable. En définissant le marché à partir du jeu des offres et des demandes, Auguste Walras établit un passage entre la sphère théorique et la sphère réelle. Le marché, est synonyme de rareté, lorsqu'on l'appréhende à partir des offres et des demande absolues. Il constitue donc à cet effet un objet scientifique et théorique. Le marché constitue un objet réel lorsqu'on l'appréhende à partir des offres et des demandes réelles. Auguste Walras peut alors se référer aux attitudes des agents, les courtiers, qui vont à l'enchère ou au rabais, et associer les Bourses de commerce à des lieux de prévisions, d'anticipations (ce que retranscrit bien le terme « d'offre expectative »). La

²⁹ Pour Auguste Walras, il s'agit « *d'observer la nature et d'adopter les divisions qui se présentent d'elles-mêmes d'après le caractère des faits qui se passent sous nos yeux* » (OEC, vol IV, p. 893). La nature des faits ne peut donc se comprendre que si l'on suppose l'inexistence de l'homme. Une première catégorie de faits généraux répartis en trois groupes distincts (les faits naturels ou physiques ; les faits humains ou libres ; les faits historiques) peut ainsi être appréhendée. Par la suite, l'homme « libre » prendra part à ces faits généraux tout en introduisant dans la nature une seconde catégorie de faits : les faits moraux, les faits libres et les faits volontaires. Les uns se rattachent « *aux relations qui existent directement de personne libre à personne libre* » (ibid), les autres « *aux relations qui s'établissent entre les personnes à propos des choses* » (ibid). Une troisième catégorie de faits sera finalement introduite par Auguste Walras. Il s'agit des faits historiques ou des faits progressifs. Ces derniers sont également la conséquence de la liberté humaine toutefois, « *ils ne sont pas libres, en ce sens que l'homme ne peut pas s'opposer au progrès et que le progrès s'accomplit sous l'impulsion d'une force supérieure* » (ibid).

concurrence, étroitement liée au marché, n'est pas définie comme un objet scientifique ou théorique, mais comme un phénomène réel, qui concerne des offreurs et des demandeurs réels ! Elle prend place sur le marché, en vertu d'une logique de confrontation : celle de la quantité de biens émise sur le marché et celle des moyens des demandeurs.

- Léon Walras rappelle quelques grands résultats établis par son père (les 4 premières leçons des *Eléments*) : la richesse sociale, c'est « *l'ensemble des choses matérielles ou immatérielles qui sont rares, c'est-à-dire qui sont à la fois utiles et limitées en quantité, et nous avons montré que toutes les choses rares, et celles-là seules, étaient valables et échangeables* » (1874, p. 69). La méthode n'est pas nouvelle : il s'agit de partir de la cause pour aller à l'effet (programme que son père lui avait fixé). Toutefois, la 5^e leçon annonce déjà un changement. Léon Walras se propose de partir de l'effet pour aller à la cause (une démarche scientifique qui est rupture avec celle de son père). Il s'agit ainsi de démontrer que la richesse sociale est définie par « *l'ensemble des choses... valables et échangeables, et que celles-là seules, sont à la fois utiles et limitées dans la quantité* » (1874, p. 69). Léon Walras justifie cette approche en soulignant que l'examen de la nature d'un fait général (ici la valeur d'échange) doit toujours précéder la recherche de son origine. Une telle démarche se trouve également justifiée par la méthode employée par Léon. Les mathématiques, et plus précisément la partie qui concerne les propriétés des applications des fonctions, introduisent les notions de relation univoque et bi-univoque (image-antécédent). Admettre les résultats de son père (aller de la cause à l'effet), n'est pas suffisant aux yeux de Léon, il lui faut également utiliser des outils scientifiques afin d'établir un lien fort entre la nature et l'origine du fait. Les mathématiques, évoqués mais non développés par Auguste Walras, permettent une telle démonstration. Mais surtout Léon Walras va abandonner l'idée que le marché puisse relever aussi de la morale comme son père l'avait cru lorsqu'il affirmait que le marché traite de « *relations qui s'établissent entre les personnes à propos des choses* ». Pour Léon Walras, antérieurement au marché, il faut avoir établi des règles de propriété (relations entre des personnes) qui relèvent effectivement de la science morale, mais ensuite l'analyse du marché doit être dégagée de toutes les considérations de justice pour être une science pure. Le marché concurrentiel remplit cette condition car le prix obtenu sous l'empire de la concurrence échappe à la volonté humaine (donc aux sciences morales) pour devenir un fait naturel, objet d'une science pure, comme la chute des corps ou le mouvement des planètes.

2) La mise à l'enchère et au rabais

La référence à ce mécanisme ou comportement des agents économiques est présente à la fois chez Léon Walras et chez Auguste Walras. Notons qu'à première vue, il est curieux que Léon Walras, fort attaché à la théorie paternelle et l'ayant souvent mise au cœur de son programme scientifique, n'ait pas mentionné cette partie des écrits d'Auguste. Certains mettront ceci sur le compte de l'oubli ou de la méconnaissance de l'œuvre paternelle (Léon Walras soulignera à diverses reprises qu'il n'a pas eu accès à tous les travaux de son père, et que certains sont entrés en sa possession fort tardivement). D'autres privilégieront peut-être la voie des emprunts non avoués (Léon Walras se serait ainsi contenté de rendre hommage à son père en lui attribuant la théorie de la valeur-rareté et, la théorie des capitaux et des revenus). Nous laisserons de côté ce début de polémique, stérile et improductif, pour nous focaliser uniquement sur la portée et la nature de ce comportement.

Dans les *Eléments d'économie politique pure* (1874), le fait d'aller à l'enchère et au rabais, est indissociable de la concurrence. Pour Léon Walras, c'est en effet la concurrence qui dicte le fonctionnement et l'organisation du marché : « *La valeur d'échange laissée à elle-même se produit naturellement sur le marché sous l'empire de la concurrence. Comme acheteurs, les échangeurs demandent à l'enchère, comme vendeurs, ils offrent au rabais, et leur concours*

amène ainsi une certaine valeur d'échange des marchandises tantôt ascendante, tantôt descendante et tantôt stationnaire. Selon que cette concurrence fonctionne plus ou moins bien, la valeur d'échange se produit d'une manière plus ou moins rigoureuse » (1874, p. 70). Cette particularité walrassienne a été clairement analysée par Pierre Dockès et Jean-Pierre Potier (2003). La concurrence est avant tout un comportement spécifique, aller à l'enchère et au rabais, qui retranscrit bien la liberté d'entrer et de sortir du marché. C'est également un comportement naturel « *d'individus rationnels et égoïstes, mais devant crier les prix afin de faire connaître à tous leurs propositions* » (2003, p. 2). Léon Walras se situe dans le marché concret, observable dans la réalité, plus ou moins bien organisé. En se rattachant à la Bourse, il en présente les principaux mécanismes. Aller à l'enchère et aller au rabais ne sont ni plus ni moins que deux formes différentes d'adjudication. Cette dernière est bien connue des économistes, de l'administration publique et des courtiers. Charles Coquelin, dans le *Dictionnaire d'économie politique*, nous précise en effet que l'adjudication est relative à un marché fait avec publicité (information donnée au public) et concurrence : « *Celui qui a un objet à vendre ou une entreprise à faire exécuter, adresse un appel public à tous les hommes disposés à acheter cet objet ou à exécuter cette entreprise. Les concurrents se présentent à un jour marqué, ils font leur offres, et celui-là l'emporte qui a offert les conditions les plus avantageuses* » (1873, T1, p. 17). Ce mode d'attribution du bien est « avantageux » pourvu que la concurrence soit réelle. La concurrence s'apparente ainsi à la notion de compétition, Dans le cas d'une vente, c'est le plus fort enchérisseur (acheteur) qui s'approprie le bien. Dans le cas d'un achat, la concession est faite à celui (vendeur) qui se contente du prix le plus bas. L'idée de « *concours* », évoquée par Léon Walras, stipule par ailleurs que les concurrents (qu'ils soient acheteurs ou vendeurs) sont admis à surenchérir les uns sur les autres, en tenant compte des circonstances de la vente, et en élevant successivement leurs offres, jusqu'à ce que l'un deux l'emporte définitivement sur ses rivaux. On le voit, Walras est plus proche des enchères à la bougie (durée limitée, possibilité de surenchérir...) que des adjudications sur soumissions cachetées.

Notons au passage l'inversion de la représentation du marché entre Auguste Walras et son fils Léon.

	Auguste Walras	Léon Walras
Offreurs (vendeurs)	Mise à l'enchère	Offre au rabais
Demandeurs (acheteurs)	Mise au rabais	Demande à l'enchère

« Mettre à l'enchère et au rabais », n'a pas la même portée dans les travaux d'Auguste Walras. Précisons à cet effet, que cette description du marché n'apparaît ni dans l'ouvrage de 1831, ni dans l'ouvrage de 1849. Auguste Walras évoquera succinctement ces deux termes dans le *Cours d'économie politique* qu'il dispensera à Evreux en 1835. « *Toute denrée apportée sur le marché est mise à l'enchère par ceux qui l'offrent ; ceux qui la demandent la mettent au rabais. La concurrence des demandes fait monter le prix, la concurrence des offres le fait baisser* » (séance du 10 mai, FA III A5). Cette proposition repose sur la distinction établie entre les offres et les demandes réelles, et les offres et les demandes effectives. L'offre et la demande effectives représentent l'offre et la demande d'une certaine marchandise à un certain prix (termes qui seront repris par Léon Walras pour établir les situations d'équilibre sur le marché). Elles ont donc la particularité d'être variables. L'offre et la demande effectives dépendent à la fois des quantités mises sur le marché (d'une certaine manière, on pourrait dire que les vendeurs cherchent à vendre au plus offrant et à s'accaparer du surplus maximum de l'acheteur, ils se mettent même en position d'attente quand ils estiment que la vente ne correspond pas à leur attente) et des moyens mis à la disposition des acheteurs (ces derniers chercheront à obtenir le bien au prix le plus faible). Dans ces conditions, on peut avancer que chez Auguste Walras, la maxime « mettre à l'enchère et au rabais » n'est pas associée à un mécanisme de marché. Elle est le reflet d'un comportement ou plutôt d'une attitude (les vendeurs sont en effet portés à

rechercher les prix rémunérateurs). Le marché n'a pas de position figée. Il évolue sans cesse au gré de la participation des différents acteurs. La seule certitude que l'on ait, c'est que la concurrence, c'est-à-dire la rivalité au sein de chaque groupe (celui des demandeurs et celui des offreurs) entraînera une hausse ou une baisse des prix. Si Auguste Walras a donc bien saisi l'étroite correspondance entre le marché et la concurrence, il n'a pas cherché à établir un programme scientifique autour de ces deux notions (il y a d'abord la notion d'attitudes, qui déterminent un certain, comportement sur le marché, puis la notion de concurrence qui exerce au sein de chaque groupe d'acheteurs ou de vendeurs³⁰). Contrairement à son fils Léon, qui prend le marché le mieux organisé, la Bourse, et le dépouille de ses attributs spécifiques pour en faire un marché type, Auguste Walras continue à projeter ses objets théoriques (la rareté en tant que rapport) dans la sphère réelle (la rareté en tant qu'expression le marché), courant ainsi le risque que l'observation contredise les faits scientifiques.

3) *La valeur et la rareté*

On trouve chez Auguste Walras un effort permanent, mais toujours inabouti, pour mettre en rapport les besoins d'un côté et les quantités disponibles de l'autre, ou, pour le dire en termes modernes, l'offre et la demande. Mais Auguste Walras ne dispose pas de ces concepts dans le sens rigoureux qui nous est aujourd'hui si familier. Et c'est là que Léon va démontrer l'intérêt de son effort systématique pour articuler rigoureusement entre elles les définitions et les propositions qu'il avance.

a) Les propositions d'Auguste Walras

Les propositions d'Auguste Walras sont constituées par différentes remarques mal reliées entre elles. Nous nous limiterons ici aux deux propositions suivantes : l'absence de théorie de l'utilité (justifiée par Léon Walras) ; l'idée que l'économie politique soit une science mathématique.

- Le fait qu'il n'y ait pas de théorie de l'utilité chez Auguste Walras, se trouve justifié pour deux raisons : 1° Nous avons mentionné précédemment qu'Auguste Walras admettait qu'il y avait dans la théorie de la valeur, un élément à retenir, à savoir que l'utilité est la condition de la valeur, mais il niait le fait que l'utilité soit la cause de la valeur et qu'il y ait une proportionnalité entre le degré d'utilité et la valeur. La valeur d'échange serait ainsi liée à la coexistence de deux faits : l'utilité (qui répond aux besoins) et la limitation dans la quantité (qui souligne que ce besoin ne peut être satisfait à discrétion). Aux yeux de Léon Walras (1908, p. 3), ces deux conditions revisitées constitueraient l'essence même de la théorie mathématique de l'échange, et son père serait l'un des précurseurs de l'économie politique nouvelle : « *Faites un pas de plus dans cette théorie en vue de fondre les deux conditions en une ; considérez que la grande utilité avec la grande limitation dans la quantité fait à la fois le dernier besoin satisfait très intense et la valeur d'échange très forte, tandis que la petite utilité avec la petite limitation dans la quantité fait à la fois le dernier besoin satisfait très peu intense et la valeur d'échange très faible ; et vous aurez la proportionnalité de la valeur d'échange à l'intensité du dernier besoin satisfait, au degré final d'utilité, à l'utilité-limite* ». 2° Lorsque Auguste Walras parle de valeur, il ne s'agit nullement de valeur individuelle, ni d'une analyse de psychologie individuelle (chère à l'École autrichienne), et encore moins d'une quelconque comparaison d'utilité entre divers objets. La valeur est toujours associée à la notion de valeur d'échange. Auguste Walras, comme le rappelle fort justement Gaëtan Pirou (1938), raisonne sur une série d'individus qui possèdent des richesses variées : « *être riche, c'est posséder une valeur, de quelque nature qu'elle soit ou*

³⁰ Ceci explique l'inversion de la représentation du marché entre Walras père et Walras fils (voir page précédente).

qu'elle puisse être » (1831, p. 16). Les richesses des uns étant comparables à celles des autres, il y a de nombreux avantages à « commercer ». L'échange est donc bien un fait social.

- L'économie politique est une science mathématique, et ceci à deux égards. 1° En associant l'économie politique à la science des richesses, Auguste Walras précise que la richesse est un fait général et une grandeur appréciable. Cette science relèverait donc de l'arithmétique³¹ : « *C'est par-là qu'elle satisfait aux espérances des bons esprits qui se flattent, avec raison, de la voir un jour se placer au rang des mathématiques, et arriver à la certitude qui distingue d'une manière si avantageuse cette importante branche de nos connaissances. En attendant, il est aisé de voir que la richesse, comme toutes les autres grandeurs appréciables, se soumet aux lois qui régissent les nombres. On compare des valeurs, comme on compare des lignes, des angles, des surfaces... et ce sont les mêmes principes qui gouvernent toutes ces comparaisons* » (1831, [1938, p. 270]). 2° Sa conception de la valeur et de la rareté le poussent à considérer que l'économie politique est, par nature, une science des nombres. La valeur d'échange constitue une richesse relative, essentiellement variable (le même objet, quoique ayant toujours la même utilité, peut avoir une valeur d'échange tantôt forte, tantôt faible ; le prix d'un objet dépend de la quantité de l'objet). C'est une grandeur que l'on peut mesurer de manière exacte et rigoureuse, qui peut être soumise au calcul. Ce qui tendrait à pousser l'économie politique vers le domaine des sciences exactes. La rareté est quant à elle un rapport quantitatif « *qui existe entre la somme des biens limités et la somme des besoins qui en réclament la jouissance* » (1831, p. 267). Mais pour que ce rapport soit possible, il faut que les deux termes du rapport, le nombre de besoins comme le nombre de biens, soient des grandeurs déterminables ou appréciables, et par conséquent limitées. Par analogie avec la notion de vitesse en physique, Auguste Walras précise que ce rapport évolue en raison directe des besoins, et en raison inverse de la quantité de biens. Lorsque le nombre de besoins augmente avec la quantité de biens limités, le rapport demeure identique et la rareté reste la même : « *Il n'y a personne qui puisse se tromper sur la nature de la vitesse. Tout le monde en a une idée claire et précise. On sait que la vitesse est un rapport entre l'espace parcouru par un mobile, et le temps employé à parcourir cet espace. On sait que la vitesse est en raison directe de l'espace, et en raison inverse du temps.... Ce qui est vrai de la vitesse est également vrai de la rareté* » (1831, [1938, p. 269]). Le marché et la concurrence n'échappent pas à cette mathématisation de l'économie. La rareté est également associée au rapport de l'offre et la demande, ainsi qu'à l'état du marché (qui n'est autre que « *le rapport du nombre des vendeurs et du nombre des acheteurs* », Cours de Pau, 1863). Le marché est une grandeur variable car les acheteurs et les vendeurs peuvent surenchérir, entrer ou sortir du marché, ou encore être en position d'attente (c'est le cas des offres « *expectatives* »). Cette sorte d'*atomicité du marché* trouve dans la concurrence un puissant relais. La concurrence traduit effectivement cette variation en mouvements de prix (un prix exprimé en unités monétaires).

Auguste Walras accueillera avec faveur (du moins quant à la méthode) les recherches de Cournot sur les *Principes mathématiques de la théorie des richesses* (1838) et encouragera même les premières tentatives de Léon Walras en vue d'élaborer une économie mathématique : « *J'ai essayé, dans ma théorie de la richesse, de distinguer très nettement l'utilité de la valeur échangeable. Je crois y avoir réussi. J'ai insisté sur ce point de vue que la valeur est une grandeur appréciable, comme la longueur, comme la pesanteur, comme la vitesse. Je n'ai donc pas repoussé les mathématiques du domaine de la richesse sociale. Au contraire, j'ai fait un appel sincère et motivé de leur intervention* » (lettre du 18 mai 1861, OEC, vol III, à paraître). Dans son Cours professé à l'Athénée en 1836 et 1837, Auguste Walras établira une distinction entre les mathématiques pures et les mathématiques appliquées, susceptible d'éclairer le lecteur sur sa position à l'égard de cette science. Les mathématiques pures s'appliquent aux nombres, à l'étendue, considérés d'une manière abstraite et générale. Les mathématiques appliquées

³¹ Pour Léon Walras (1908, p. 11), Auguste Walras peut être considéré comme l'un « *des premiers et principaux fondateurs de l'économie politique scientifique* ».

concernent tout ce qui peut être soumis au calcul ou la mesure, Auguste Walras les associe à la mécanique, l'optique, l'acoustique, la pesanteur. Il conclut que « *toutes les fois qu'un fait peut se prêter à des considérations de nombre ou de figure, il devient l'objet des mathématiques appliqués* », encore faut-il pouvoir établir une équation entre les quantités connues et les quantités inconnues, en d'autres termes, revenir à des phénomènes observables ! La théorie mathématique de l'économie politique suppose en effet un certain nombre de constatations positives et descriptives.

Auguste Walras apportera ainsi quelques réserves à l'emploi des mathématiques en économie politique. La démarche scientifique doit se composer de deux étapes : d'abord l'observation des faits, minutieuse et complète ; puis, sur la base de cette observation, l'élaboration d'une science, qui sera mathématique puisqu'elle étudie des rapports entre des nombres : « *En élevant l'Economie politique au rang des sciences exactes, on ne promet pas aux Economistes plus de loisir. Et les questions qui peuvent se résoudre par des chiffres ne perdent rien en importance et en difficulté. Elles laissent assez de place à l'observation et à la sagacité de ceux qui les abordent. Car la difficulté n'est pas savoir que six et six font douze ; elle consiste ici, comme partout ailleurs, à reconnaître et à constater l'existence de six objets, d'une part, et de six objets, d'autre part, qui forment, par leur réunion, douze objets de même nature. L'application des mathématiques aux différentes branches de la science naturelle, présuppose toujours des faits antérieurement connus qui ne peuvent être saisis et recueillis que par l'observation. Ainsi en est-il du phénomène de la rareté* », 1831 [1938, p. 271]). De ce point de vue, l'économie mathématique telle que l'imagine Auguste Walras³², est tout à fait différente de celle que l'on trouve chez Léon ou d'autres théoriciens de l'équilibre économique. Chez Léon Walras, l'économie mathématique ne prend pas sa base dans l'observation des faits. La théorie est en effet élaborée en dehors de l'observation positive et statistique. Ce n'est qu'ensuite, comme le rappelle Gaetan Pirou (1938, p. 75) – lorsque l'on a procédé à une confrontation entre les théories de l'Economie pure et la réalité beaucoup plus complexe et variée – « *que l'observation intervient dans le système pour nous faire connaître la réalité* ».

b) La synthèse systématique de Léon Walras

Léon Walras conclut sa théorie des prix en affirmant avoir démontré que la rareté est la cause de la valeur d'échange (10^e leçon des *Eléments*). Cette seule affirmation montre le chemin considérable accompli par rapport aux idées paternelles. Tout d'abord il a fallu établir la tripartition entre économie pure, économie appliquée et économie sociale pour mettre un terme au risque permanent de confusion entre des problèmes de nature différente. Par exemple, les considérations de justice, auxquelles il est aussi attaché que son père, ne doivent pas interférer avec la science pure. Le premier pas est donc d'inscrire le champ d'analyse de la théorie de la valeur d'abord dans le cadre d'une science pure, et ensuite d'une science mathématique. C'est ici, on l'a vu, que la concurrence joue un rôle central : elle fait de la valeur d'échange un rapport entre des choses qui relève d'une science naturelle. Après quoi Léon Walras élabore une analyse de la détermination de la valeur d'échange qui permette de rendre compte de la proportion (au sens mathématique) qui s'établit entre les quantités de marchandises échangées. Ce rapport, le prix, est le résultat de la confrontation de l'offre et de la demande. Pour s'en tenir au cas le plus simple de deux marchandises, la demande, comme Cournot l'a exprimé à travers la loi du débit, est une relation entre les prix possibles d'une marchandise et les quantités demandées à ces prix. De même l'offre est une relation entre les prix possibles et les quantités offertes à ces prix. L'égalité simultanée entre ces fonctions d'offre et de demande sur les deux marchés permet de

³² Dans une lettre qu'il adressera à son fils Léon, le 18 mai 1861, Auguste tempérera toutefois ses ardeurs. Il souligne que les mathématiques ne pourront s'emparer de l'économie politique, comme elles l'ont fait de la mécanique, de la physique, de l'acoustique et de l'optique. L'obstacle fondamental résiderait principalement « *dans l'impossibilité de déterminer une unité de l'utilité, une unité de besogne* » (OEC, vol III, à paraître).

déterminer rigoureusement les prix et les quantités d'équilibre. On a ici l'énoncé de la théorie symétrique de la valeur, caractéristique de la pensée néoclassique, par opposition à la théorie de la valeur-travail. Mais l'analyse ne s'arrête pas là. Walras établit ensuite un lien rigoureux entre la demande et l'utilité. La distinction entre l'utilité totale et l'utilité marginale permet de surmonter le paradoxe de l'eau et du diamant, mais aussi de tourner les difficultés rencontrées par Jean-Baptiste Say pour définir la valeur par l'utilité. D'autre part, à travers l'offre, Walras établit un lien entre la quantité disponible d'un bien et son prix. Finalement, le prix d'une marchandise est le résultat de deux causes qui se manifestent à travers l'offre et la demande : l'utilité d'une marchandise et la limitation en quantité de cette marchandise³³. La valeur d'échange est donc une traduction très fidèle de la définition de la richesse sociale comme ensemble des choses rares, c'est-à-dire utiles et limitées en quantité³⁴. La valeur d'échange exprime rigoureusement la rareté d'un bien puisqu'elle exprime tout à la fois son utilité plus ou moins grande et sa plus ou moins grande abondance. Léon Walras a réussi à faire de la rareté un concept scientifique et mesurable³⁵. La distance avec les écrits de son père paraît d'autant plus grande.

Conclusion

Le couple marché-concurrence occupe une place de choix dans l'œuvre walrassienne. Dans ses *Éléments d'économie politique pure* (1874), Léon Walras présente une théorie de l'échange qui légitime deux éléments importants de son programme scientifique ; le caractère naturel de la valeur d'échange sur un marché de libre concurrence, les comportements de demande à l'enchère et d'offre au rabais. Si le mérite de Léon Walras réside principalement dans la construction d'une théorie qui détermine la valeur dans un cadre analytique rigoureux, il convient de souligner qu'il est également parvenu à assujettir certaines formulations paternelles à un cadre épistémologique strict (économie pure, économie appliquée, économie sociale). Les apports d'Auguste Walras (1831, 1864) ne se limitent pas à une formulation de la théorie de la valeur. La rareté, principale cause de la valeur, est à la fois un fait scientifique observable qui se traduit par un rapport quantitatif (celui des besoins et celui des biens) ; un rapport qui n'exprimerait rien d'autre que celui qui existe entre la quantité offerte et la quantité demandée ; et une expression qui introduit le marché et la concurrence. Certaines notions que l'on retrouvera dans les *Éléments d'économie politique pure* (relations d'interdépendance, situations d'équilibre, offres et demandes effectives, mises à l'enchère et au rabais, la place des mathématiques...) sont déjà présentes chez Auguste Walras ; mais elles restent chez ce dernier des intuitions, des pistes de travail et des réflexions partielles, qui ne seront jamais articulées dans un corpus de connaissances systématique et cohérent. Si Léon Walras a emprunté à son père certaines idées et certaines intuitions, il n'a pas accepté l'héritage paternel en bloc, loin de là. D'une part, il a laissé de côté beaucoup de notions et d'intuitions aboutissant à des fausses pistes ; d'autre part il a intégré les éléments qu'il a retenus de son père dans un programme scientifique cohérent et rigoureux. Sur la base d'une épistémologie rationaliste, Léon Walras va construire une économie pure où les concepts,

³³ Les deux causes de la valeur d'échange sont parfaitement identifiées par Léon Walras dans la 10^e leçon des *Éléments*, quand il explique que l'augmentation de l'utilité du blé fait augmenter la valeur, tout comme la diminution de la quantité disponible de blé, alors que symétriquement, la baisse de l'utilité du blé ou l'augmentation de l'offre fait baisser la valeur du blé.

³⁴ Ce bouclage est très important pour Léon Walras qui définit la richesse sociale comme l'ensemble des choses rares, allant ainsi de la cause à l'effet, alors qu'ensuite il ira de l'effet à la cause ne remontant du prix à la rareté (§40 des *Éléments*).

³⁵ Les réflexions de Walras sur la cause de la valeur sont souvent considérées aujourd'hui comme des survivances archaïques d'une philosophie périmée qui chercherait en vain des causes au lieu de s'en tenir au credo positiviste qui ne cherche que des lois. Il reste que l'analyse de Walras est indispensable si l'on veut donner une signification à ces grandeurs chiffrées que sont les prix : des indicateurs de rareté.

précisément définis, s'articulent les uns avec les autres dans une construction intellectuelle pleine d'avenir, l'équilibre général.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANTONELLI E. (1923), Un économiste de 1830 : A. Walras, *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, n° 4, p. 516-540.
- ARENA R., RAGNI L. (1994), « Libre concurrence et méthodologie walrasienne, une tentative de mise en relation », *Economies et Sociétés* (XXVIII, n° 10-11), *Oeconomia*, Série PE n° 20-21, oct-nov., p. 161-182.
- BOSON M. (1951), *Léon Walras, fondateur de la politique économique scientifique*, R. Pichon et R. Durand-Auzias.
- BURLAMAQUI J.J (1820), *Quelques éléments de droit naturel*, Janet et Cotele.
- COQUELIN C., GUILLAUMIN C. (1873), *Dictionnaire de l'économie politique*, 4^e édition, Guillaumin.
- DIEMER A. (2004), Economie pure et économie appliquée ; un point de vue critique sur l'originalité de l'œuvre de Léon Walras, *Cahiers du CERAS*, HS n°3, mai, p. 235-259.
- DIEMER A. (2003a), « Utilité, Valeur, Demande : la controverse entre Jean-Baptiste Say et Jules Dupuit », in J-P Potier, André Tiran, *Jean-Baptiste Say, nouveaux regards sur son œuvre*, Paris, Economica, p. 361-379
- DIEMER A. (2003b), « Représentation du marché et démarche de l'économiste », X^e Colloque de l'Association Ch. Gide, Grenoble, 25-27 septembre, 26 p.
- DIEMER A. (2001), « Léon Walras et le syndrome Dupuit », *Cahiers du CERAS*, HS n°2, novembre, p. 140-156.
- DOCKES P., POTIER J-P (2003), *Léon Walras et le statut de la concurrence : une étude à partir des Eléments d'économie politique pure*, X^e Colloque de l'Association Ch. Gide, Grenoble, 25-27 septembre, 29 p.
- DOCKÈS P. (1996), *La société n'est pas un pique-nique. Léon Walras et l'économie sociale*, Paris, Economica.
- DUBOIS M.A (1897), « Théories psychologiques de la valeur au XVIII^e siècle », *Revue d'économie politique*, pp. 847-864, pp. 917-930.
- GANILH M. (1826), *Dictionnaire analytique d'économie politique*, Paris, Ladvocat.
- LALLEMENT J. (2000a), « Prix et équilibre selon Léon Walras », in BERAUD A. et G. FACCARELLO G. (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, p. 449-497.
- LALLEMENT J. (2000b), « Hiéroglyphes effarouchants ou forme nécessaire : Cournot, Walras et les mathématiques », in DOCKÈS P. et alii (dir.), *Les traditions économiques françaises 1848-1939*, Paris, CNRS Editions, p. 429-442.
- LALLEMENT J. (2004), « Walras et les mathématiques, un malentendu persistant », in MOUCHOT C., BARANZINI R. et DIEMER A. (dir.), *Etudes walrassiennes*, Paris, L'Harmattan, p. 81-104.
- MODESTE L. (1923), *Auguste Walras économiste, sa vie, son œuvre*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris.
- OULES F. (1950), *L'Ecole de Lausanne, textes choisis de L. Walras et V. Pareto*, Librairie Dalloz
- PIROU G. (1938), *Les théories de l'équilibre économique, L. Walras et V. Pareto*, Domat-Montchrestien, 2^e édition.
- POTIER J.P (1999), « L'économie politique appliquée walrassienne : Principe de la libre concurrence et intervention de l'Etat », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XXXVII, N°116, pp. 51-72.
- SAY J-B (1826), *Traité d'économie politique*, Paris, Guillaumin, 5^e édition.
- WALKER D. (1996), *Walras's Market Models*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WALKER D. (1994), « Le modèle du marché de la monnaie de Walras durant la phase de maturité de sa pensée théorique », *Economies et Sociétés*, série « Histoire de la pensée économique », n° 10-11, pp. 133-157.
- WALRAS A. (1831), *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur*, in 8^e, Paris, Johanneau. Réimpression sous la direction de G. Leduc, (1938), Alcan.
- WALRAS A. (1835-1836-1837), « Cours professé à Evreux », « Cours professé à l'Athénée », in *Cours et Pièces Diverses*, Auguste et Léon Walras, *Œuvres économiques complètes*, vol III (à paraître).
- WALRAS A. (1849), *Théorie de la richesse sociale ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique*, in 8^e, Paris, Guillaumin.
- WALRAS A. (1863), *Esquisse d'une théorie de la richesse*, Discours prononcé le 19 décembre à l'ouverture du Cours d'Economie Politique professé à Pau, imprimerie et lithographie de E. Vignancour.
- WALRAS A. (à paraître), *Cours et pièces diverses*, Auguste et Léon Walras oeuvres économiques complètes : vol. III, préparé par Pierre-Henri Goutte, Paris, Economica.
- WALRAS A. (à paraître), *Correspondance*, Auguste et Léon Walras oeuvres économiques complètes : vol. IV, préparé par Pierre-Henri Goutte, Paris, Economica.
- WALRAS L. (1871), *Discours d'installation*, publication du rapport d'une séance académique du 20 octobre, p. 18-42, in *Mélanges d'économie politique et sociale*, OEC vol. VII Economica, Paris, 1987, p. 359-376.
- WALRAS L. (1874), *Eléments d'économie politique pure*, Corbaz, Lausanne, OEC, vol. VIII, Paris, Economica, 1988.

WALRAS L. (1876) : « Une branche nouvelle de la mathématique. De l'application des mathématiques à l'économie politique », *Mélanges d'économie politique et sociale*, OEC vol. VII Economica, Paris, 1987, p. 291-329.

WALRAS L. (1896), *Etudes d'économie sociale*, Corbaz, Lausanne, OEC, vol. IX, Paris, Economica, 1990.

WALRAS L. (1898), *Etudes d'économie appliquée*, Corbaz, Lausanne. 2^e édition (1936), Pichon, Paris, OEC, vol. X, Paris, Economica, 1992.

WALRAS L. (1908), *Un initiateur en Economie Politique*, A.-A. Walras, Editions de la Revue du Mois, Paris.